

Paris, le 26 juin 2003

Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

***Lettre ouverte des Sociétés Savantes Scientifiques Françaises au Président de la République :***

Monsieur le Président,

La recherche fondamentale française est en danger. Les enjeux sont considérables, et le devoir des sociétés savantes que nous représentons est de vous alerter.

Les nations développées s'accordent toutes pour considérer que leurs économies reposent désormais de manière essentielle sur la qualité de leur recherche, sur la capacité de leurs industries à innover, à s'adapter, à développer des technologies nouvelles et sur leur niveau d'éducation qui est corrélé à la qualité de leurs laboratoires. Cette capacité dépend principalement des découvertes de la recherche fondamentale en Biologie, en Chimie, en Mathématique et en Physique.

Les progrès spectaculaires récents des Sciences de l'Information ou de la Médecine, proviennent des travaux réalisés en amont par toutes les sciences de base. Une recherche fondamentale dynamique est indispensable à la génération d'innovations véritables qui sont, par essence, imprévisibles. Elle est aussi absolument nécessaire à la formation des futurs spécialistes de haut niveau dont l'industrie et la technologie ont besoin. Toutes les grandes questions qui préoccupent légitimement nos concitoyens, qu'il s'agisse d'environnement ou de santé par exemple, demandent un accroissement très important de nos connaissances. Les enjeux de la recherche scientifique sont énormes et se traduisent de plus en plus rapidement dans la vie quotidienne de chacun. Ils sont la clé de notre économie de demain.

D'autres pays l'ont bien compris qui font de la recherche scientifique une priorité absolue. La France doit continuer à être un acteur de premier plan. Les difficultés sociales et économiques que traverse notre pays et dont nous sommes conscients ne doivent pas nous entraîner à sacrifier les intérêts à long terme de la Nation. Si nous perdons notre compétitivité dans ce domaine, il sera long et coûteux, voire impossible, d'y remédier. Nous ne sommes pas le seul pays à connaître de telles difficultés, mais nous sommes le seul où des décisions aussi dangereuses pour notre avenir aient été prises.

La tradition scientifique française a permis à notre pays d'atteindre un très haut niveau dans le concert mondial. L'État est quasiment en France le seul à soutenir la recherche fondamentale. Quelle que puisse être leur bonne volonté, les entreprises ne prendront pas le relais de la recherche publique car elles sont soumises à des contraintes économiques le plus souvent à très court terme qui les empêchent d'investir dans l'avancement de la connaissance.

Le potentiel scientifique des organismes de recherche français est très élevé, comme en témoigne la qualité des recrutements. Certes, il doit être possible d'améliorer le fonctionnement de notre appareil de recherche. Nous souhaitons qu'une réflexion soit engagée, pour examiner sereinement et sans a priori les avantages et défauts de notre système. Les sociétés que nous représentons sont prêtes à jouer un rôle dynamique, d'abord dans ce processus d'évaluation, ensuite pour la mise en oeuvre des réformes qui pourraient s'avérer nécessaires. Mais il ne faut surtout pas détruire un patrimoine aussi précieux que le nôtre.

Les difficultés que nous traversons ne sont rien en comparaison de celles que nous connaissons si l'absence de politique scientifique claire et ambitieuse nous condamne à l'appauvrissement, faute de pouvoir développer les technologies nouvelles qui seront notre richesse de demain. Notre recherche régressera rapidement si nos meilleurs chercheurs, après avoir fait leurs preuves, ne reçoivent qu'à l'étranger les moyens nécessaires au développement de leurs projets.

C'est dans ce contexte que notre devoir est d'appeler l'attention de tous nos concitoyens, sur tant de décisions budgétaires qui mettent notre tissu de recherche en péril : loi de finances en forte baisse, annulations de crédits, non versement de crédits votés, suppression de postes. Les restrictions de crédits effectives en 2003 et prévues en 2004 menacent gravement le fonctionnement de nos laboratoires au moment où nos concurrents directs, USA, Japon, principalement, maintiennent ou augmentent fortement leurs efforts.

Nous, qui représentons ici les associations professionnelles scientifiques, et n'avons pour objectif que la qualité de la science de notre pays au service de nos concitoyens, attirons votre attention sur les conséquences désastreuses de cette politique. L'Etat doit insuffler un élan indispensable à la recherche fondamentale en la finançant au niveau de ce qui est fait dans les grands pays développés. L'avenir scientifique, technologique et industriel de notre pays en dépend.

En espérant que vous serez sensible à la gravité de ce message, nous vous adressons, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération,

Édouard Brézin  
Président de la Société  
Française de Physique

Jean-Yves Cahn  
Président de la Société  
Française d'Hématologie

Alain Cozzone  
Président de la Société  
Française de Biochimie et de  
Biologie Moléculaire

Jean-Antoine Lepasant  
Président de la Société  
Française de Biologie du  
Développement

François Mathey  
Président de la Société  
Française de Chimie

Colette Picard  
pour Michel Théra,  
Président de la Société de  
Mathématiques Appliquées et  
Industrielles

Geneviève Rougon  
Présidente de la Société des  
Neurosciences

Catherine Sautes-Fridman  
Présidente de la Société  
Française d'Immunologie

Michel Waldschmidt  
Président de la Société de  
Mathématique de France